
L'essor de l'enseignement secondaire des filles en Alsace (1871-1918)

The rise of secondary teaching in girl schools in Alsace (1871-1918)

Etablierung des Höhere Mädchenschulwesens in Elsass (1871-1914)

éric Ettwiller



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1622>

DOI : 10.4000/alsace.1622

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2012

Pagination : 191-223

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

éric Ettwiller, « L'essor de l'enseignement secondaire des filles en Alsace (1871-1918) », *Revue d'Alsace* [En ligne], 138 | 2012, mis en ligne le 01 septembre 2015, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1622> ; DOI : 10.4000/alsace.1622

L'essor de l'enseignement secondaire des filles en Alsace (1871-1918)

« A-t-on besoin de plus de femmes instruites en Alsace-Lorraine? » Cette question est posée le 23 février 1888 devant la Délégation régionale à Strasbourg, alors que le gouvernement projette une augmentation des dépenses consacrées aux *höhere Mädchenschulen*¹. L'orateur n'est autre qu'un des grands défenseurs de la cause française en Alsace annexée, le chanoine Winterer (1832-1911). Il s'empresse de répondre lui-même que les femmes « ne paraissent même pas faites pour devoir être instruites »! Figure éminente du catholicisme social, Winterer prend la défense des écoles primaires contre les écoles des familles aisées : « Si ces familles veulent de nouveaux établissements, nous n'avons rien contre, à condition qu'elles s'en occupent elles-mêmes et ne fassent pas peser les coûts sur les contribuables! » Le sous-secrétaire d'État von Puttkamer (1831-1906) conteste cette vision binaire de la société alsacienne. Pour lui, les *höhere Mädchenschulen* consacrent l'essor d'une vaste classe moyenne, en droit d'attendre pour ses filles « une formation qui va au-delà de l'école primaire »... un enseignement secondaire? Cela reste à préciser. Le maire de Strasbourg Back (1834-1917), lui-aussi membre de la Délégation, intervient pour réclamer l'élaboration d'une définition précise des *höhere Mädchenschulen*. Son expérience de Président de Basse-Alsace l'a confronté à la très grande hétérogénéité de ces établissements. Back soutient le projet gouvernemental mais plaide pour le développement d'« écoles moyennes », dans l'enseignement masculin comme féminin : « Nous sommes sur une mauvaise voie lorsque nous dirigeons vers les écoles secondaires d'innombrables enfants qui n'y sont pas à leur place [...]. Ils représentent au final une entrave au développement de l'école secondaire ». En dépit des talents rhétoriques de Winterer, la Délégation vote l'augmentation du budget consacré aux *höhere Mädchenschulen*.

Le débat du 23 février 1888 présente un double intérêt. Il marque un tournant majeur dans l'histoire de l'enseignement secondaire des filles en

1. *Verhandlungen des Landesausschusses von Elsaß-Lothringen. XV. Session. Januar-April 1888*, tome 2, Strasbourg, 1888, p. 178-189.

Alsace, en même temps qu'il en dégage tous les enjeux. Il s'agit tout d'abord de donner une définition précise à des *höhere Mädchenschulen* qui cherchent leur place dans un système éducatif complexe. Cette place est d'autant plus difficile à trouver en Alsace que la catégorie des *höhere Mädchenschulen* a été imposée brutalement suite à l'annexion. Ces dernières sont toutefois moins souvent des établissements nouvellement créés que des institutions héritées de l'époque française, laïques ou ecclésiastiques, publiques ou privées, subventionnées ou non. Leurs relations avec le gouvernement, mais aussi avec les municipalités, connaissent d'importantes évolutions entre 1871 et 1918, qui vont dans le sens d'une homogénéisation.

La question de la mise en place et de la nature des *höhere Mädchenschulen* pose obligatoirement une deuxième question, celle de la population concernée. Haute bourgeoisie ou vaste classe moyenne, familles vieilles-allemandes ou autochtones, communauté protestante ou catholique? Là aussi, les choses évoluent au cours de la période, chez les élèves, mais aussi chez les enseignantes. Leur importance est déterminante dans notre étude de la fabrication des élites féminines alsaciennes.

Enfin, des questions centrales concernant la construction identitaire des Alsaciennes sont soulevées. Il y a naturellement la discussion sur la place des femmes dans une société en mutation. Il y a surtout, sous-jacente, la question nationale. Le débat qui oppose Winterer d'un côté, von Puttkamer et Back de l'autre, c'est l'Alsace traditionnelle des notables autochtones, francophiles, face à l'Alsace moderne des fonctionnaires vieux-allemands, soucieux de l'intégration du Reichsland au reste de l'empire. C'est aussi la lutte d'influence entre l'Église catholique et un État façonné par le protestantisme libéral. L'opposition confessionnelle renforce l'opposition nationale, même si les lignes de fracture ne sont pas toujours exactement superposables.

La mise en place d'un enseignement secondaire des filles en Alsace

La création d'écoles supérieures de filles sur le modèle allemand

Töcherschule, *höhere Töcherschule*, *höhere Mädchenschule* sont les trois vocables utilisés pour désigner un établissement d'enseignement secondaire des filles dans l'Alsace annexée. Une des traductions françaises admises est « école supérieure de filles ». C'est l'appellation que nous emploierons. Les écoles supérieures de filles apparaissent en Allemagne

à la fin du XVIII^e siècle². À partir du début du XIX^e siècle, une vague spontanée de fondations recouvre les États allemands³. Les municipalités mettent à disposition de la bourgeoisie des externats capables de procurer aux filles une instruction dépassant celle de l'école primaire. Les écoles supérieures de filles sont considérées comme le pendant féminin des « écoles supérieures de garçons » (*höhere Knabenschulen*) que sont les lycées (*Gymnasien*) et les collèges (*Realschulen*). Elles se caractérisent toutefois par une très grande hétérogénéité. Dans les années 1860, les directeurs des écoles supérieures de filles de Rhénanie réfléchissent à l'élaboration de normes communes. Des revues professionnelles sont créées, mais, au moment de la fondation du deuxième Reich, il n'existe toujours aucune définition précise.

La situation de l'enseignement secondaire des filles en Alsace n'en est pas moins déroutante pour les fonctionnaires allemands qui s'installent dans la province. Cet enseignement n'existe pas à proprement parler. En 1853, un décret d'application de la loi Falloux (1850) assimile toutes les écoles de filles au système primaire, supprimant la législation antérieure⁴. L'enseignement secondaire des filles réapparaît en France en 1867, sous l'impulsion du ministre de l'instruction publique Victor Duruy (1811-1894). Il n'est pas dispensé par des établissements, mais sous la forme de « cours ». De nombreuses difficultés empêchent cependant leur développement⁵. En 1870, seules quatre villes alsaciennes sont pourvues de « cours d'enseignement secondaire pour les jeunes filles » : Wissembourg pour le Bas-Rhin⁶, Munster, Guebwiller, et Mulhouse pour le Haut-Rhin. L'annexion met un terme à ces expériences, sauf à Mulhouse, où les « cours » avaient plus ou moins pris la forme d'une école⁷ (un comité de notables se charge d'administrer l'établissement jusqu'à sa fermeture en 1896). D'autres établissements attirent, depuis le début du XIX^e siècle, les filles de la bourgeoisie alsacienne : les pensionnats de religieuses et les multiples institutions laïques.

2. KÄTHNER Martina et KLEINAU Elke, « Höhere Töchter Schulen um 1800 », KLEINAU Elke, OPITZ Claudia (dir.), *Geschichte der Mädchen- und Frauenbildung*, tome 1, Francfort/Main, New York, 1996, p. 393-408.

3. BÄUMER Gertrud, « Das Mädchenschulwesen im Deutschen Reich », LEXIS Wilhelm (dir.), *Das Unterrichtswesen im Deutschen Reich*, tome 2, Berlin, 1904, p. 237-426, p. 269-270.

4. ROGERS Rebecca, *Les bourgeoises au pensionnat : l'éducation féminine au XIX^e siècle*, Rennes, 2007, p. 163.

5. MAYEUR Françoise, *L'éducation des filles en France au XIX^e siècle*, Paris, 1979, p. 117 et p. 121.

6. SCHVIND Muriel, *L'éducation des demoiselles de la bourgeoisie : l'exemple du Bas-Rhin (1800-1870)*, mémoire de maîtrise, Université des Sciences Humaines de Strasbourg, Faculté des Sciences historiques, 1996, p. 81-85.

7. MAYEUR Françoise, *op. cit.*, p. 126, note 8.

Ces deux types d'établissements ne conviennent pas aux fonctionnaires et aux officiers allemands (souvent protestants) installés en Alsace. Ils ne paraissent s'élever au-dessus de l'enseignement primaire que par le soin qui y est porté à l'apprentissage du français⁸. Le 16 février 1872, le président supérieur pour l'Alsace-Lorraine (*Oberpräsident für Elsaß-Lothringen*) von Möller (1814-1880) dénonce ces écoles supérieures de filles à la mode alsacienne : « Les établissements de ce type qui existent aujourd'hui sont naturellement tous organisés dans le sens et l'esprit français. La langue française n'est pas simplement prédominante mais règne de manière absolument exclusive. Dans de nombreuses écoles, on inflige même des peines financières et des punitions déshonorantes à qui parle l'allemand! [...] Le culte de l'idole France empêche la prise en considération de tout ce qui étranger et interdit l'observation objective des autres peuples. [...] La fille d'un fonctionnaire allemand ne doit surtout pas être abandonnée à cette monstruosité. Pour autant qu'on puisse être charmé par l'étalage superficiel d'expressions françaises, une famille sérieuse s'aperçoit rapidement de la vacuité de cet exercice »⁹.

Une politique de fermeture équivaldrait cependant à jeter les filles de la bourgeoisie alsacienne dans les bras des pensionnats d'Outre-Vosges. La solution préconisée par von Möller consiste en la fondation d'écoles supérieures de filles sur le modèle allemand dans les principales villes du Reichsland. Il ne s'agit pas de créer des écoles *ex nihilo*, mais, autant que possible, de réformer des institutions déjà existantes. Les écoles supérieures de filles subventionnées par l'État (fonds du Reichsland) doivent notamment recevoir le concours des enseignants allemands installés dans les lycées et les collèges. La chancellerie impériale approuve. Le 20 mars 1872, von Möller peut donc charger les présidents de districts (*Bezirkspräsidenten*) de lui communiquer les noms des établissements qui pourraient correspondre aux objectifs et qui seraient prêts à souscrire aux différentes conditions posées. En Basse-Alsace, les efforts paraissent devoir se concentrer sur les cercles (*Kreise*) de Strasbourg-ville, Wissembourg et Saverne¹⁰. Deux institutions du cercle de Sélestat pourraient rejoindre le dispositif. Dans les cercles d'Erstein, de Haguenau, Molsheim et Strasbourg-campagne, aucun besoin d'école supérieure de filles sur le modèle allemand ne se fait sentir, soit que les filles de la bourgeoisie partent dans des pensionnats à Strasbourg ou à Nancy, soit qu'elles disposent déjà d'écoles supérieures de filles à la mode alsacienne. En Haute-Alsace, « le besoin et l'occasion de fonder des écoles supérieures de filles dans le sens allemand n'existent que

8. LUTHMER Hans, « Höhere Mädchenschulen », *Wiss. Institut des Elsaß-Lothringer im Reich an der Universität Frankfurt, Das Reichsland Elsaß-Lothringen 1871-1918*, tome 2, partie 2, Berlin, 1937, p. 165-178, p. 165.

9. ABR 34 AL 1242, le président supérieur à la chancellerie impériale, 16.02.1872.

10. ABR 34 AL 1242, le président de Basse-Alsace au président supérieur, 03.07.1872.

dans les villes de Colmar, Mulhouse, Guebwiller et Thann. À Ribeauvillé, il y a un très bon pensionnat allemand qui accueille des externes. À Sainte-Marie-aux-Mines et à Altkirch, la population autochtone est encore trop indifférente – pour ne pas dire plus – et les immigrés trop peu nombreux pour qu'on puisse actuellement y réaliser des tentatives »¹¹.

Le financement par l'État (Reichsland d'Alsace-Lorraine) et les communes

Dès 1872, les premières subventions annuelles de l'État sont octroyées. En février 1873, les écoles supérieures de filles qui en bénéficient se trouvent à Strasbourg, Saverne et Wissembourg en Basse-Alsace et à Colmar, Guebwiller, Mulhouse et Thann en Haute-Alsace. On a pu s'appuyer sur des établissements existants à Strasbourg, Wissembourg, Colmar, Guebwiller, mais de nouvelles écoles supérieures de filles ont dû, malgré le projet initial, être créées à Mulhouse, Thann et Saverne. Dans les deux derniers cas, elles voient le jour sur l'initiative de comités regroupant des pères de familles vieux-allemands. Dans le cas mulhousien, il s'agit d'une fondation communale : comme les institutions déjà existantes refusaient d'accueillir les filles immigrées, l'inspecteur scolaire Voigt a entamé des négociations avec la municipalité pour obtenir la transformation des classes spéciales de filles de l'école primaire. La première école supérieure municipale de filles du Reichsland peut ouvrir ses portes dès l'automne 1872.

Le nombre d'établissements alsaciens subventionnés par l'État ne se limite pas à sept pour toute la période. Dès 1873, deux écoles supérieures de filles, créées *ex nihilo* sur l'initiative de pères de familles allemands ou germanophiles, rejoignent les rangs à Haguenau et Sainte-Marie-aux-Mines. En 1874, une subvention est consentie pour la transformation de la classe spéciale de filles de l'école primaire de Bouxwiller en une école supérieure de filles. En 1878, un onzième établissement, créé *ex nihilo* à Ribeauvillé, peut bénéficier du soutien financier de l'État¹². En 1888, trois établissements se rajoutent à la liste (Bischwiller, Barr, Wasselonne). En 1892, l'État décide d'apporter son soutien à l'école supérieure de filles créée la même année à Sélestat par un comité de familles protestantes. À partir de 1893, l'école supérieure de filles d'Altkirch, fondée trois ans plus tôt, bénéficie d'une subvention régulière¹³. À partir de 1898, la commune de Munster peut compter sur une subvention régulière pour

11. ABR 34 AL 1242, le président de Haute-Alsace au président supérieur, 31.05.1872.

12. ETTWILLER Eric, « L'école supérieure de filles non-confessionnelle de Ribeauvillé », *La Revue historique de Ribeauvillé et environs*, 2010, p. 14-40.

13. ETTWILLER Eric, « L'école supérieure de filles d'Altkirch (1890-1916) », *Annuaire de la Société d'Histoire du Sundgau*, 2011, p. 75-92, et 2012, p. 127-152.

son école supérieure de filles, née un an plus tôt de la transformation des classes spéciales de filles de l'école primaire. Enfin, en 1909, l'État décide d'octroyer une subvention à l'école supérieure de filles que la commune de Sarre-Union vient de fonder. Elle est la dix-huitième et dernière école supérieure de filles en Alsace à bénéficier d'une aide annuelle de l'État.

À côté de l'État, un second acteur institutionnel joue un rôle essentiel : les communes. Toute la période est traversée par un mouvement de municipalisation des écoles supérieures de filles subventionnées par l'État : Sainte-Marie-aux-Mines (1873), Strasbourg (1875), Saverne (1876), Wissembourg (1887), Bischwiller (1890), Guebwiller (1895), Altkirch (1899), Wasselonne (1901), Barr (1903), Haguenau (1903), Colmar (1903), Sélestat (1907), Thann (1909). On trouve aussi des écoles supérieures de filles créées par les municipalités : Mulhouse (1872), Bouxwiller (1874), Munster (1897), Sarre-Union (1909). Le caractère municipal d'une école supérieure de filles donne aux enseignant(e)s le statut de fonctionnaires de l'État payés par les communes, ce qui leur permet de bénéficier d'une échelle de salaires avec progression régulière, puis d'une pension de retraite. La municipalité exerce son autorité sur l'établissement via un conseil de surveillance (*Kuratorium* ou *Aufsichtsrat*). Il s'occupe du fonctionnement de l'établissement : budget, bourses, recrutement du personnel enseignant...

La municipalisation d'une école supérieure de filles témoigne d'une prise de conscience de la part des notables d'une ville. Cette décision poursuit toujours un même objectif : assurer la pérennité d'une institution considérée comme utile. Cette pérennité peut être menacée par la difficulté de recruter du personnel pour un établissement privé, voire par une menace de fermeture en raison de problèmes financiers. Le confort des parents et du personnel enseignant est en jeu ! En 1903, les autorités colmariennes considèrent la municipalisation de l'école Kuntz comme un « devoir social » vis-à-vis de la jeunesse de la ville... mais aussi des enseignantes, très inquiètes pour leurs vieux jours. Bien souvent, les écoles supérieures de filles reçoivent déjà une subvention communale avant la municipalisation. L'école supérieure de filles laïque de Ribeauvillé touche une subvention communale sur toute la durée de son existence sans jamais entrer dans le giron de la commune. Naturellement, les municipalités investissent davantage dans une école municipale que dans une école privée. À Mulhouse, dans les années 1880 et 1890, la commune dépense entre six et huit fois plus que l'État pour son école supérieure de filles. Pour l'année scolaire 1913, elle octroie plus de 56 000 Mark, quand l'État maintient les 4 000 Mark fixés quarante-et-un ans plus tôt !

À la fin de la période, les écoles supérieures municipales de filles des principales villes investissent des constructions de prestige, conçues spécialement pour les recevoir. Le bâtiment le plus connu ouvre ses portes à Strasbourg en 1902, dans la rue des Pontonniers (actuel lycée des

Pontonniers). Ce monument de l'historicisme s'inscrit dans une perspective donnant sur le palais impérial (fig. 1). Il permet à l'établissement municipal de quitter le vénérable hôtel des dames d'Andlau (8 rue des Écrivains), qui a vu défiler des générations de jeunes Strasbourgeoises depuis 1875. Les deux autres grandes villes alsaciennes ne sont pas en reste au niveau architectural. À partir de 1909, deux constructions majestueuses sortent de terre à Mulhouse et Colmar (actuels lycées Montaigne et Schongauer). Leurs inaugurations respectives ont lieu le 19 mai et le 4 juin 1912. Le style néo-classique, la forme en équerre, le retrait par rapport à la route et jusqu'à la tourelle fichée sur le bâtiment d'angle en font de véritables sœurs jumelles (fig. 2 et fig. 3). L'école supérieure de filles de Mulhouse occupait déjà auparavant un bâtiment de prestige, construit pour elle en 1879, qui a représenté pour la ville l'ouverture d'une nouvelle phase de constructions scolaires¹⁴. Enfin, il convient de ne pas oublier la construction entreprise par la commune de Guebwiller entre 1893 et 1895 (fig. 4). Le bâtiment ne se distingue pas par son originalité, mais il s'agit d'un cas unique en-dehors des trois grandes villes alsaciennes. La plupart des écoles supérieures de filles d'Alsace occupe des locaux inadaptés. Elles héritent souvent du bâtiment désaffecté d'une ancienne école de garçons, comme à Ribeauvillé.

Les écoles supérieures de filles privées non-subventionnées

Il existe également des écoles supérieures de filles privées non-subventionnées. Elles sont tenues par des sœurs-enseignantes, des chanoinesses protestantes ou des laïques. Les congrégations catholiques dominent le paysage de l'enseignement privé. La Divine Providence de Ribeauvillé est la plus puissante, avec six établissements (Strasbourg, Haguenau, Colmar, Mulhouse, Ribeauvillé, Rouffach)¹⁵. Celui de Strasbourg côtoie les écoles supérieures de filles de la Doctrine Chrétienne et des augustines de Notre-Dame. Le pensionnat du couvent Notre-Dame à Molsheim, celui des bénédictines de Rosheim et les pensionnats successifs de l'Adoration Perpétuelle à Bellemagny (fig. 5), Saint-Louis puis Lutterbach sont également considérés comme des écoles supérieures de filles. En exceptant les changements de localité et la réouverture de l'école supérieure de filles de Mulhouse en 1882 après sept ans de fermeture (fig. 6), on ne compte aucune école supérieure de filles catholique créée après 1871. Les congrégations dont les maisons-mères sont situées en France doivent, quant à elles, fermer leurs établissements alsaciens (sœurs du Sacré-Cœur à Kientzheim, sœurs de Portieux à Lutterbach).

14. OBERLÉ Raymond, *Le patrimoine scolaire de Mulhouse*, Andolsheim, 2002, p. 133-134.

15. Un septième établissement existait à Guebwiller, fermé définitivement en 1875.



Fig. 1 : L'école supérieure municipale de filles de Strasbourg, dans son nouveau bâtiment de la rue des Pontonniers, inauguré en 1902 (coll. part.). De nombreuses cartes postales exploitent la silhouette originale de cette construction de prestige. Devenu Lycée de jeunes filles après 1918, il s'agit de l'actuel Lycée International des Pontonniers.



Fig. 2 : L'école supérieure municipale de filles de Mulhouse, dans son nouveau bâtiment de la rue de Metz, inauguré en 1912 (coll. part.). Le bâtiment d'angle, au premier plan avec son clocheton, cache une seconde aile qui donne à cet immense ensemble une configuration en équerre. Devenu Lycée de jeunes filles après 1918, il s'agit de l'actuel Lycée Michel de Montaigne.



Fig. 3 : L'école supérieure municipale de filles de Colmar, dans son nouveau bâtiment de la rue Voltaire, inauguré en 1912 (coll. part.). Malgré des variantes importantes, on remarque la même configuration et la même inspiration néoclassique qu'à Mulhouse (fig. 2). Devenu Lycée de jeunes filles après 1918, puis Lycée Camille Sée, il s'agit de l'actuel Lycée Martin Schongauer.



Fig. 4 : L'école supérieure municipale de filles de Guebwiller au début du XX^e siècle (AM Guebwiller 8Fi22). La construction de ce nouveau bâtiment au début des années 1890, financée par la commune, donne lieu à la municipalisation de l'établissement une fois les travaux achevés, en 1895. Après 1918, le bâtiment abrite l'école primaire supérieure de jeunes filles, puis une école maternelle, jusqu'à l'installation du Conseil des Prud'hommes en 1983.

Des institutions laïques disparaissent également. Dès 1872, le Petit-Château de Beblenheim voit le départ de l'institution de M^{lle} Vérenet (1808-1890) et de Jean Macé (1815-1894) pour Monthiers (Aisne). On assiste à la fermeture de plusieurs institutions strasbourgeoises dans les années 1870 (Knoderer, Ostermann, Schæntzlen). En 1876, les sœurs Meinhold ferment leur pensionnat à Ribeauvillé : avec la réduction du français, les jeunes Allemandes qui venaient apprendre cette langue s'en vont ! Un an plus tôt, M^{me} Boissière quittait Mulhouse pour la France... mais en transmettant son institution à l'une de ses enseignantes, M^{lle} Becker.

En effet, de nombreux établissements laïques se maintiennent sans entrer dans le dispositif de germanisation accélérée qui donne droit aux subventions de l'État. Certaines de ces écoles supérieures de filles à la mode alsacienne disparaissent dans les années 1880 et 1890. L'ancrage dans la notabilité locale garantit la bienveillance des municipalités, qui mettent parfois des locaux à disposition, comme pour l'école de M^{lle} Fackler à Sélestat. Si celle-ci ferme quand même ses portes en 1892, d'autres écoles supérieures de filles nées avant 1871 parviennent à durer bien plus longtemps : l'école Guth/Blattner à Mulhouse jusqu'en 1913, l'école Prud'homme/Müller à Dorlisheim jusqu'en 1915, les écoles Mury-Werner/Limberg et Union des familles « Enseignement » à Strasbourg jusqu'en 1918. Cette dernière école est administrée par le conseil de surveillance d'une association de parents fondée en 1827. L'école supérieure de filles Union des familles « Enseignement » présente une autre particularité : ses statuts de 1881 la définissent comme « protestante »... terme qui disparaît dans les statuts de 1890. En fait, nombre d'institutions privées laïques ont un caractère confessionnel nettement affirmé.

À Strasbourg, l'école supérieure de filles du Bon Pasteur, ouverte quelques mois seulement après l'annexion, présente la voie originale d'un établissement congréganiste protestant. Tenu par des religieuses protestantes, les diaconesses, il est profondément marqué par la figure de sa première directrice, M^{lle} Berger (1836-1906). Son pensionnat lui garantit un rayonnement sur toute la région. En 1893, un second établissement des diaconesses naît à quelques rues de distance, de la transformation d'une école moyenne de filles (*Mittelschule für Mädchen*). On l'appellera école Bœgner, après le décès de son premier directeur, le pasteur Charles Frédéric Bœgner (1829-1896) (fig. 7).

D'autres écoles supérieures de filles privées, laïques celles-ci, naissent, comme le Bon Pasteur et l'école Bœgner, après 1871. Beaucoup gagnent tôt ou tard les faveurs de l'État et s'engagent sur la voie royale de la municipalisation. Nous les avons déjà présentées¹⁶. Certains

16. Voir « La création d'écoles supérieures de filles sur le modèle allemand ».

établissements empruntent un autre chemin, de leur plein gré ou par la force des choses. En 1877, un comité d'industriels mulhousiens fonde l'école supérieure de filles Dollfus¹⁷, qui disparaît dans la tourmente de la Première Guerre mondiale. La même année, à Strasbourg, M^{lle} Saigey crée une école supérieure de filles qui existe jusqu'à la fin de la période du Reichsland. Trois autres établissements voient le jour à Strasbourg dans les années 1880, et feront preuve de la même longévité (Lindner, Schmutz, Kœbig). Cette décennie faste pour la capitale du Reichsland avait été ouverte par la fondation d'une « école supérieure de filles alsacienne », mais l'établissement disparaît dès 1888. D'autres fondations d'époque allemande connaissent ailleurs le même sort (Wasselonne à deux reprises, La Broque).

Un bilan géographique et quantitatif

L'analyse typologique et chronologique des établissements de l'enseignement secondaire des filles en Alsace appelle un éclairage géographique et quantitatif. Nous nous reportons pour cela à un article du directeur de l'école supérieure municipale de filles de Mulhouse, consacré à la situation des écoles supérieures de filles du Reichsland en 1897¹⁸. Il recense vingt-huit établissements en Basse-Alsace contre quinze seulement pour la Haute-Alsace. L'avance de la Basse-Alsace s'explique par la situation particulière de Strasbourg, qui concentre quinze des vingt-huit écoles supérieures de filles du district (*Bezirk*)! L'importance des écoles supérieures de filles dans la capitale alsacienne s'explique par l'héritage de la période française¹⁹, mais aussi par l'arrivée massive de Vieux-Allemands. La répartition entre les établissements des sœurs-enseignantes et les autres apparaît différente selon le district. En Basse-Alsace, les différentes congrégations catholiques tiennent six établissements (trois à Strasbourg) sur vingt-huit. En Haute-Alsace, elles dirigent le tiers des écoles supérieures de filles! Cependant, les écoles supérieures de filles alsaciennes ont des tailles très variables : autour de 500 élèves pour les plus grandes contre une vingtaine pour les plus petites! Il semble donc judicieux de raisonner en nombre d'élèves. En 1897, les établissements catholiques en Alsace accueillent 1 834 élèves contre 3 978 pour les autres. Pour obtenir le nombre des élèves fréquentant des établissements laïques, il faut soustraire les 795 élèves du Bon Pasteur et de l'école Bœgner. On arrive au total suivant : 1 834 élèves pour l'enseignement confessionnel catholique, 795 pour l'enseignement confessionnel protestant et 3 183

17. En hommage à l'un des membres du comité, Auguste Dollfus (1832-1911).

18. FISCHER Max, « Das höhere Mädchenschulwesen im Reichsland Elsaß-Lothringen », *Zeitschrift für weibliche Bildung*, 1897, p. 558-601.

19. SCHVIND Muriel, *op. cit.*



Fig. 5 : Le couvent des sœurs de l'Adoration Perpétuelle à Bellemagny, sur une carte postale du début du XX^e siècle (coll. part.). Il abrite jusqu'en 1897 une école supérieure de filles. Les prospectus de l'établissement mettent en avant ce cadre champêtre pour séduire les parents, en pleine période de l'hygiénisme. Néanmoins, la commune de Bellemagny s'avère rapidement être trop enclavée pour permettre à l'établissement de se développer, ce qui entraîne son transfert à Saint-Louis.



Fig. 6 : Une autre école supérieure de filles catholique, celle des sœurs de la Divine Providence de Ribeauvillé à Mulhouse, rue de la Sinne, actuelle École Jeanne d'Arc (coll. part.). Là-aussi, l'établissement, rouvert en 1882, présente un cadre naturel verdoyant autour d'un bâtiment spacieux, au cœur de « la ville aux cent cheminées ». De quoi rassurer les parents, après la fermeture de l'école en 1875 pour motif – officiel – de locaux inadéquats!



Fig. 7 : L'école supérieure de filles Boegner, 5 quai Finkwiller à Strasbourg, vers 1900 (coll. part.). Cet établissement privé protestant se trouve sous la direction des diaconesses.

pour l'enseignement laïque. C'est donc ce dernier qui domine en Alsace au tournant du siècle, même si l'enseignement confessionnel reste très puissant. En outre, enseignement laïque (au sens de ce qui n'appartient pas à un ordre religieux) ne signifie pas ici laïcité ! La religion est dans l'école, enseignée séparément aux catholiques, aux protestantes et aux juives. Les écoles supérieures de filles laïques présentent à cet égard des visages très différents. Si les écoles supérieures municipales de filles garantissent la neutralité confessionnelle, le vécu des élèves presque toutes protestantes de l'école privée laïque Schmutz à Strasbourg, n'est sans doute pas très différent de celui des élèves des diaconesses du Bon Pasteur.

L'institutionnalisation de l'enseignement secondaire des filles

Si l'enseignement secondaire des filles existe en Allemagne avant le deuxième Reich, c'est néanmoins à cette époque qu'il est institutionnalisé, tandis que lycées et collèges de jeunes filles naissent Outre-Vosges (loi Camille Sée, 1880). En 1872, alors que les premières subventions de l'État sont distribuées en Alsace-Lorraine, une conférence se tient à Weimar pour définir les normes de standardisation des écoles supérieures de filles. Le temps est à l'affirmation du féminisme... avec plus ou moins de succès selon les États de l'empire. Le grand-duché de Bade est en avance. La Prusse suit d'assez loin. Elle commence par instaurer en 1874 un examen spécifique pour les enseignantes des écoles supérieures de filles.

L'institutionnalisation a lieu en 1894, sur la base d'un cursus de neuf années, mais c'est bien en 1908 qu'intervient la réforme la plus importante. Elle intègre les écoles supérieures de filles au système secondaire, en réorganisant leur fonctionnement et en changeant leur nom²⁰. L'école supérieure de filles devient un *Mädchenlyzeum*, avec un cursus de dix années (six à seize ans). L'école normale supérieure (*höheres Lehrerinnenseminar*), qui prépare à l'examen d'enseignante des écoles supérieures de filles et qu'on trouve comme structure annexe des plus grandes d'entre elles, devient un *Oberlyzeum*, avec un cursus de quatre années. Plusieurs de ces écoles normales supérieures ont été fondées en Alsace depuis le milieu des années 1870, toutes rattachées à des écoles supérieures de filles.

À l'heure de la réforme prussienne de 1908, la situation institutionnelle des écoles supérieures de filles alsaciennes est encore très floue. Le 12 février 1873, deux ans après l'instauration de l'obligation scolaire (six à treize ans pour les filles), Guillaume I^{er} édicte une loi qui établit la surveillance des autorités de l'État sur tous les établissements d'enseignement du Reichsland. Les modalités d'application sont précisées le 10 juillet 1873 par un décret du chancelier d'empire. Contrairement aux écoles supérieures de garçons, appartenant à l'enseignement secondaire et relevant directement de la présidence supérieure, les écoles supérieures de filles sont rattachées à l'enseignement primaire et soumises à la surveillance des présidences de district et des inspecteurs scolaires de cercle (*Kreisschulinspektoren*). Le contrôle de l'administration s'exerce aussi bien sur les établissements subventionnés que sur les établissements privés. Le chemin vers le système secondaire s'ouvre avec le décret du 16 novembre 1887, qui place les écoles supérieures de filles sous la surveillance directe de l'*Oberschulrat*²¹. Les inspecteurs scolaires de cercles s'occupent des petites écoles supérieures de filles, quand les plus grandes sont inspectées par des conseillers techniques de l'*Oberschulrat*, comme Hans Luthmer (1851-1935), ancien directeur de l'école supérieure de filles de Strasbourg, à partir de 1906. Ces derniers inspectent cependant, de plus en plus souvent, aussi les petits établissements (Luthmer est à La Broque en 1906 et en 1908). Le maintien de l'appartenance nominale à la catégorie de l'enseignement primaire semble de peu d'importance : unies sous une même autorité, les écoles supérieures de filles peuvent désormais être standardisées²². Cependant, aucun règlement ne leur donne encore de définition précise. Les établissements qui entrent dans cette catégorie sont

20. EHRICH Karin, « Stationen der Mädchenschulreform. Ein Ländervergleich », *ibid.*, p. 129-148.

21. Le Ministère pour l'Alsace-Lorraine, qui remplace en 1879 la Présidence supérieure, crée en 1882 un conseil supérieur de l'instruction publique, l'*Oberschulrat für Elsaß-Lothringen*. *Oberschulrat* est également le titre des hauts fonctionnaires de cette administration.

22. FISCHER Max, *op. cit.*, p. 558-562.



Fig. 8 : Au centre de la carte postale, le nouveau bâtiment de l'École normale primaire catholique de Sélestat, édifié en 1913 (coll. part.). Il ne faut pas confondre cette institution avec les écoles normales supérieures, de dimensions plus modestes, créées comme annexes de certaines écoles supérieures de filles. Néanmoins, de simples institutrices ont également enseigné dans les écoles supérieures de filles, parfois formées à Sélestat.

sélectionnés de manière empirique. Parmi les critères, il y a la formation du personnel enseignant. Le premier règlement d'examen pour les enseignantes et les directrices des écoles supérieures de filles est établi en Alsace-Lorraine 1876. Vingt-deux ans plus tard, on crée un examen pour les *Oberlehrerinnen*, afin de suivre le modèle prussien²³. À cette époque, la plupart des enseignantes des écoles supérieures de filles alsaciennes sont munies du diplôme spécifique à ces établissements, même si les écoles congréganistes demeurent moins bien loties. Les sœurs-enseignantes ont cependant au moins réussi l'examen d'institutrice, auquel les religieuses de la Divine Providence se préparent à l'École normale primaire de leur ordre à Ribeauvillé²⁴. La congrégation de l'Adoration Perpétuelle, pourtant consacrée à l'enseignement secondaire, envoie longtemps ses religieuses à l'École normale primaire de Sélestat, fondée en 1872 pour créer un pendant catholique à l'École normale primaire protestante de Strasbourg. Mais à l'époque de la construction du nouveau bâtiment en 1913 (fig. 8), les sœurs de l'Adoration Perpétuelle préfèrent depuis une décennie les écoles normales supérieures de Mulhouse ou de Colmar.

23. BÄUMER Gertrud, *op. cit.*, p. 413.

24. IGRSHEIM François, « Entre contestations et accommodements (1850-1960). La présence des sœurs congrégationnistes dans l'enseignement public en Alsace », *Revue des Sciences Religieuses*, 86/1, 2012, p. 51-69.

Il faut dire que le contexte national a changé très rapidement. Lorsque la Prusse réorganise ses écoles supérieures de filles en 1908, le Reichsland doit se mettre au diapason²⁵. Or la plupart des écoles supérieures de filles alsaciennes se trouve bien loin des normes prussiennes. Leur adoption immédiate paraît inenvisageable. Pour la rentrée 1912, on commence par ajouter une quatrième classe aux écoles normales supérieures. Comme en Prusse, les écoles normales supérieures sont rattachées aux principales écoles supérieures de filles de la région, publiques comme privées. On en compte six en 1912, de création plus ou moins ancienne (école municipale, Bon Pasteur et Notre-Dame à Strasbourg, école municipale et Divine Providence à Colmar, école municipale à Mulhouse).

En juin 1913, la Prusse reconnaît à nouveau le diplôme d'enseignante délivré par les écoles normales supérieures d'Alsace-Lorraine... mais pas les certificats de fin de scolarité délivrés par les écoles supérieures de filles! La plupart d'entre elles ne répond pas aux exigences concernant le personnel enseignant²⁶. L'institutionnalisation des écoles supérieures de filles du Reichsland n'intervient que par le décret du 10 mars 1915. Organisées sur le modèle prussien d'un cursus à dix niveaux, elles sont enfin reconnues comme appartenant au système secondaire! Une solution a été trouvée pour les nombreuses petites écoles supérieures de filles, incapables de s'adapter aux nouvelles exigences. Elles sont désormais des *gehobene Mädchenschulen*... et sont rattachées elles-aussi au système secondaire.

Sociologie du personnel enseignant et des élèves

Les directeurs

Même si les inspections s'intensifient à partir des années 1880, l'administration ne peut exercer qu'un contrôle relativement léger. Il est donc important pour les autorités scolaires de savoir les écoles supérieures de filles alsaciennes entre des mains sûres. Les grandes écoles supérieures municipales de filles de Strasbourg et de Mulhouse sont dirigées pendant toute la période par des Vieux-Allemands, protestants et catholiques. Leurs origines sociales peuvent être très différentes. Aucune femme n'est placée à la tête de ces deux établissements, les autorités voulant des personnes dotées d'une formation universitaire... dont les femmes ne peuvent pas encore bénéficier! Lors de la municipalisation de l'institution strasbourgeoise de M^{lle} Schottky (1875), celle-ci (toute Vieille-Allemande qu'elle est!) se voit remplacée par Friedrich August Fischer, *Oberlehrer* et directeur d'internat

25. LUTHMER Hans, *op. cit.*, p. 174.

26. LUTHMER Hans, *op. cit.*, p. 176.

au lycée de Colmar depuis 1872. Dans les autres écoles supérieures de filles alsaciennes, les hommes qui sont directeurs à plein temps sont rares. Dans les écoles subventionnées ou municipales, les cas se concentrent au début et à la fin de la période (Haguenau, Sainte-Marie-aux-Mines, Colmar). Chez les diaconesses à Strasbourg, le Dr. Johannes Nieden s'impose de manière plus durable.

La plupart du temps, quand la direction est exercée par un homme, c'est au titre d'une activité secondaire. Leur fonction principale est celle de directeur ou d'enseignant d'école normale, de lycée, de collège ou d'autres types d'établissements. Il s'agit alors d'écoles supérieures de filles municipales ou privées, contrôlées par des associations de parents. Deux écoles supérieures de filles ont aussi été dirigées par des pasteurs à un moment de leur histoire (école Bœgner à Strasbourg, Bischheim).

Les enseignants en général

En règle générale, les hommes qui enseignent dans les écoles supérieures de filles le font eux-aussi au titre d'une activité secondaire. Depuis 1872, le gouvernement encourage cette pratique. L'enjeu est d'abord d'ordre national. Il s'agit de permettre aux Vieux-Allemands, qui ont fondu sur les lycées et les collèges alsaciens à partir 1871, d'exercer une sorte de contrôle officieux sur une myriade d'institutions privées plus ou moins réfractaires au changement. Une majorité d'écoles supérieures de filles les accueille pour l'enseignement d'une ou deux matières, quelques heures par semaine, à l'instar des curés, pasteurs et rabbins. On a systématiquement recours à des professeurs de lycée ou d'école normale pour l'enseignement dans les écoles normales supérieures, même si les enseignantes prennent plus de place au fur et à mesure des années!

Là encore, les écoles supérieures municipales de filles de Strasbourg et de Mulhouse se distinguent dans le paysage alsacien. Jusqu'en 1912, les deux établissements sont les seuls à disposer de leur propre personnel enseignant masculin (si l'on excepte le directeur Nieden chez les diaconesses). En 1897, sept hommes travaillent dans l'établissement strasbourgeois au titre de leur activité principale, pour dix femmes. À Mulhouse, le rapport est de onze pour quatorze²⁷. Les directeurs sont inclus dans le nombre, car ils assurent quelques heures d'enseignement. D'une manière générale, tout directeur ou toute directrice d'une école supérieure de filles dispense également des cours. Nous pouvons constater que même dans les écoles supérieures municipales de filles de Mulhouse et de Strasbourg, les hommes sont en légère infériorité numérique. Ils enseignent surtout dans les classes les plus élevées, les enseignantes s'occupant davantage des petites classes, même

27. FISCHER Max, *op. cit.* (tableau).

si l'apparition des *Oberlehrerinnen* vient perturber ce schéma. Comme les directeurs, ces enseignants sont pour beaucoup des Vieux-Allemands. Nous pouvons le voir à l'école supérieure municipale de filles de Mulhouse en 1882, dont le corps enseignant est alors composé de onze hommes et onze femmes. Chez les hommes, il y a cinq Badois (dont le directeur), quatre Prussiens et deux Alsaciens²⁸. Les femmes présentent quant à elles des origines très locales : les Vieilles-Allemandes ne sont que deux. En 1912, l'école supérieure municipale de filles de Colmar recrute à son tour un enseignant à plein temps... pour dix-huit enseignantes (directrice incluse)²⁹!

Les directrices

L'établissement colmarien porte ici la marque de sa longue existence en tant qu'institution privée. Ce type d'école supérieure de filles se caractérise par une direction et un personnel féminins, si l'on excepte la collaboration d'enseignants venant de l'extérieur, que nous venons d'évoquer. Ce modèle est largement dominant en Alsace. Les établissements catholiques l'appliquent tous, durant l'ensemble de la période. Les établissements laïques réussissent globalement à conserver des directions féminines, malgré les pressions qui peuvent être exercées sur eux, par l'État ou par les municipalités. À Guebwiller, le conseil municipal se demande en 1913 s'il ne faudrait pas remplacer M^{lle} Thomann par un homme, plus « énergique »... mais décide finalement de privilégier le choix d'une femme, qui conviendrait mieux au « psychisme » des filles!

Avant la municipalisation de son école (1895), M^{lle} Thomann en était la propriétaire. Beaucoup d'autres directrices bénéficient de cet avantage (certaines jusqu'à la fin de la période). On les trouve dans de nombreuses villes, mais c'est à Strasbourg qu'elles sont les plus nombreuses. Gardons-nous cependant de confondre la propriété de l'établissement et celle des locaux ! À Colmar, M^{lle} Armbruster loue à la commune le bâtiment de l'ancien hôtel de ville à partir de 1878. Dans quelques institutions, les directrices sont employées par des associations de parents d'élèves, comme c'est le cas à l'école Dollfus à Mulhouse, ou encore à Haguenau jusqu'en 1903. L'association haguénovienne privilégie cependant les directions masculines.

Enfin, pour compléter une typologie dont on a pu saisir toute la complexité, il faut signaler la présence de femmes à la tête de certaines écoles supérieures de filles qui ont toujours été municipales. C'est le cas

28. ABR 34 AL 1268, notices individuelles en pièces jointes au rapport de l'*Oberschulrat* Berlage, 15.02.1882.

29. *Jahresbericht* de l'année scolaire 1912/13.

à Bouxwiller et à Sarre-Union. À Sainte-Marie-aux-Mines, où l'école devient municipale dans la foulée de sa création, on recherche également une femme pour remplacer le premier directeur, un Westphalien qui avait eu du mal à s'adapter à la situation particulière de l'Alsace annexée.

Mais l'enseignante choisie pour lui succéder vient elle aussi de Vieille-Allemagne. Son cas est loin d'être isolé. Elles sont nombreuses à se rendre en Alsace pour répondre à l'appel d'une municipalité ou d'une association de parents d'élèves. En 1880, la municipalité de Bouxwiller confie la direction de son école supérieure de filles à une Vieille-Allemande qui connaît déjà les réalités alsaciennes, M^{lle} Gertrud Schottky. Elle est la sœur de M^{lle} Auguste Schottky, la fondatrice de l'institution strasbourgeoise érigée en école supérieure municipale de filles en 1875. Cette dernière représente une deuxième catégorie de directrices vieilles-allemandes, celles venues en Alsace pour fonder un établissement. On les retrouve surtout à Strasbourg. Il existe une troisième catégorie de directrices vieilles-allemandes, celles des filles d'immigrés, arrivées en Alsace avec leurs parents ou nées dans la région. À Altkirch, la fondatrice de l'école supérieure de filles a pour père le trésorier du *Kreis* Hagmaier. Des filles d'inspecteurs de cercle sont également représentées (Thann, Sélestat). M^{lle} Lippert, fille d'un professeur d'école normale, dirige successivement l'école supérieure de filles de Ribeauvillé (1909-1913) et de Barr (1913-1918). Une quatrième catégorie de directrices vieilles-allemandes se dessine enfin, plus inattendue. Il s'agit des religieuses, à la tête des institutions catholiques. Les sœurs de la Divine Providence, congrégation la plus présente sur le terrain de l'enseignement secondaire des filles, n'en compte qu'une seule (Mulhouse). Chez les sœurs de l'Adoration Perpétuelle, la situation est très différente. À partir de la fin de 1887, toutes les directrices du pensionnat de Saint-Louis sont originaires de Vieille-Allemagne. L'une d'elles a aussi dirigé durant deux années le pensionnat de Bellemagny. L'école supérieure de filles de la Doctrine Chrétienne à Strasbourg a connu deux directions vieilles-allemandes, interrompues par une direction luxembourgeoise. Une Palatine et une Rhénane ont dirigé successivement pendant quelques années le pensionnat de Molsheim. Malheureusement, nous ignorons tout de celui de Rosheim³⁰. Quant à l'école supérieure de filles des augustines de Notre-Dame à Strasbourg, elle est restée entre des mains autochtones.

Le maintien des Alsaciennes à des postes de direction ne concerne pas seulement les établissements congréganistes. Alors que les directeurs sont presque tous des Vieux-Allemands, l'origine des directrices apparaît beaucoup plus mélangée. Subventionnés ou non, les établissements nés à l'époque française se maintiennent plus ou moins bien, avec des Alsaciennes

30. Les dossiers de cette institution sont malheureusement restés introuvables dans les archives administratives.

qui restent à leur tête. Elles sont souvent natives de la commune où elles ont fondé leur institution. Plusieurs les transmettent à d'autres Alsaciennes. Après une municipalisation, ces fondatrices ou leurs repreneuses restent directrices (Colmar, Guebwiller, Wissembourg). Les directions alsaciennes ne sont pas uniquement un héritage de l'époque française. À Bouxwiller, on confie la direction de la nouvelle école supérieure de filles à une native de la commune. Une autre Bouxwilleroise dirigera l'institution à la fin de la période. M^{lle} Kuntz, une native de Sundhoffen, a elle-aussi connu la direction de cet établissement, après avoir présidé aux destinées de celui de Wasselonne et avant de réaliser l'essentiel de sa carrière à l'école supérieure de filles de Colmar (1895-1917). Ce choix n'est pas un hasard : son père (un inspecteur scolaire !) a élu domicile à Colmar quelques années plus tôt.

Il est d'autant plus important pour les directrices de se rapprocher de leurs familles qu'elles sont célibataires (parfois veuves). En Allemagne, c'est la règle pour les enseignantes et les directrices. À Ribeauvillé, lorsque M^{lle} G'sell épouse en 1907 un enseignant du collège de la ville, elle doit renoncer à la direction de son école supérieure de filles. Des liens familiaux forts éloignent la solitude. Souvent, les directrices s'entourent de sœurs elles-aussi enseignantes. On en trouve parfois quatre dans un même établissement (Kuntz à Colmar, Zimmerlich à Thann) !

Les enseignantes en général

Notre constat de la dualité des origines nationales des directrices est valable pour l'ensemble des enseignantes. En 1897, elles représentent pour toute l'Alsace 217 laïques et 114 religieuses³¹. Près de trois quarts des laïques exercent en Basse-Alsace, tandis que les religieuses se répartissent plus ou moins à égalité entre les deux districts alsaciens. Le recensement compte encore 35 enseignantes actives dans les écoles supérieures de filles au titre d'une activité secondaire.

Les enseignantes des écoles supérieures de filles laïques sont très souvent natives du Reichsland... mais les parents de nombre d'entre elles sont des Vieux-Allemands ! La majorité de ces enseignantes laïques est constituée de citadines. Les filles de fonctionnaires, de militaires, d'employés et d'avocats et les filles d'enseignants ou d'inspecteurs scolaires représentent les deux groupes les plus importants. Les protestantes sont surreprésentées relativement à leur part dans la population alsacienne.

Les origines nationales des sœurs-enseignantes varient en fonction de la congrégation. Il y a beaucoup de Vieilles-Allemandes chez les sœurs de l'Adoration Perpétuelle. Très peu chez les sœurs de la Divine Providence,

31. FISCHER Max, *op. cit.*, (tableau).

presqu'exclusivement d'origine alsacienne. Si certaines viennent des villes, beaucoup sont nées à la campagne. Les familles de paysans ou de vigneronnes fournissent le plus gros contingent des sœurs enseignantes. Les filles d'artisans et les filles d'instituteurs apparaissent comme deux groupes bien représentés.

Naturellement, les conditions de vie des enseignantes apparaissent radicalement différentes selon qu'elles sont laïques ou religieuses (pour les secondes, fig. 9). Elles peuvent aussi grandement varier à l'intérieur même du groupe des laïques, selon la qualification ou selon l'établissement d'exercice. À côté des enseignantes diplômées pour les écoles supérieures de filles, dont les directrices et les *Oberlehrerinnen* forment l'élite, on trouve des enseignantes de travaux manuels, des enseignantes de dessin, des enseignantes de gymnastique... et des enseignantes de maternelle, quand l'établissement dispose d'une structure annexe de ce type. Au début de la période, beaucoup d'enseignantes ne sont pourvues que du diplôme pour les écoles primaires, notamment dans les institutions catholiques. Assurer l'installation d'un personnel dûment diplômé constitue une des tâches principales des autorités scolaires. Beaucoup d'enseignantes parviennent également au poste de directrice sans posséder le diplôme spécifique.

Les enseignantes des écoles supérieures de filles connaissent des situations salariales différentes selon les établissements qui les emploient. Leur point commun est qu'elles gagnent moins que les hommes. Les enseignantes des institutions les plus petites sont les moins bien loties. Comme elles accueillent un nombre réduit d'élèves, les revenus de l'écolage ne permettent le versement que de salaires très modiques. En conséquence, ces établissements ont du mal à recruter et souffrent d'un important roulement du personnel. En 1904, une enseignante en fin de carrière à l'école supérieure municipale de filles de Mulhouse gagne 1 200 Mark de plus que son homologue à Bouxwiller! Suite à la réévaluation des salaires intervenue cette même année pour les enseignantes du primaire, celles-ci gagnent autant ou davantage que les enseignantes de certaines écoles supérieures de filles... et elles bénéficient du logement gratuit! Enfin, les enseignantes n'ont droit à des pensions de retraite que dans les écoles supérieures de filles municipalisées.

Les élèves

Les municipalisations montrent que les écoles supérieures de filles laïques ont été adoptées par la population, qu'elle soit vieille-allemande ou de souche alsacienne. Le creuset voulu en 1872 par von Möller prend donc réellement forme, au fur et à mesure que l'acceptation du régime allemand grandit. Dans les premières années de l'annexion, le côtoiement entre filles d'autochtones et d'immigrés a parfois du mal à se réaliser. La

directrice de l'école supérieure de filles de Thann s'en plaint amèrement en novembre 1872 : « Le 23 du mois dernier, une petite Alsacienne de six ans, fille de la veuve d'un ingénieur vivant à Thann, a été amenée à l'école. Ma joie devant ce progrès fut grande, mais malheureusement de courte durée! En effet, la petite a été retirée de l'école allemande au bout de quelques jours à peine. Bientôt, la mère vint me déclarer le départ de sa fille en me faisant part de ses vifs regrets. Elle dit que la petite souffrait trop du rejet, du mépris et des moqueries de ses anciennes camarades de jeu. Elle-même, la mère, serait « *méprisée de toute la ville pour avoir envoyé son enfant dans une école prussienne et protestante* »³²... L'école supérieure de filles de Saverne, elle-aussi fondée par la communauté vieille-allemande, majoritairement protestante, se trouve confrontée au même problème dans ses premières années d'existence. On avait pourtant consenti à appeler une directrice catholique dans le but d'attirer la bourgeoisie svernoise! Les choses se passent différemment dans les grandes villes. 79% des jeunes filles qui fréquentent l'école supérieure municipale de filles de Mulhouse en 1873 sont des Alsaciennes³³. En 1878, M^{lle} Armbruster accueille à Colmar 142 filles de parents alsaciens et 58 d'employés immigrés³⁴. À l'école supérieure municipale de filles de Strasbourg, les Vieilles-Allemandes constituent dans les années 1870 la grande majorité des élèves, mais les Alsaciennes sont néanmoins présentes. Avec le temps, les statistiques concernant l'origine nationale se font plus rares. On sait cependant que l'école Lindner à Strasbourg reste fréquentée très majoritairement par des Vieilles-Allemandes jusqu'à la fin de la période du Reichsland. Les écoles supérieures de filles des sœurs-enseignantes, de par leur recrutement confessionnel, accueillent logiquement une majorité d'autochtones. Les Vieilles-Allemandes n'en sont pas exclues pour autant. On trouve des pensionnaires venant d'Outre-Rhin (pensionnat de Lutterbach), et naturellement aussi des filles des familles immigrées. À l'école normale supérieure attachée à l'école supérieure de filles des sœurs de la Divine Providence à Colmar, plusieurs filles d'inspecteurs scolaires vieux-allemands apparaissent! Enfin, si les diaconesses de Strasbourg semblent naturellement enclines à accueillir des filles de fonctionnaires immigrés majoritairement protestants, les Alsaciennes apparaissent nettement majoritaires, comme le montre une liste de 1874³⁵.

32. ABR 34AL1242, M^{lle} Frommel au président de Haute-Alsace, 08.11.1872 (citation de la mère en français).

33. Ville de Mulhouse, *Das Unterrichtswesen in der Stadt Mühlhausen*, Mulhouse, 1898, p. 92.

34. AM Colmar 30 5A4/1, compte-rendu de la séance du conseil municipal du 02.03.1878 (en français).

35. AM Strasbourg 2MW640, la directrice du Bon Pasteur à l'administrateur municipal Back, 10.12.1874.

On remarque grâce à la même liste que l'établissement protestant accueille quelques rares jeunes filles catholiques. À l'inverse, on trouve souvent des protestantes, plus rarement des juives, dans les institutions catholiques, parfois dans une proportion relativement importante. L'étude de la confession des élèves est naturellement plus intéressante pour les écoles supérieures de filles laïques. Les statistiques confessionnelles établies par chaque établissement à partir de la fin des années 1880 nous apprennent que presque toutes les écoles supérieures de filles laïques sont fréquentées par une majorité protestante et des minorités catholique et juive. De rares écoles supérieures de filles accueillent une majorité catholique et des minorités protestante et juive relativement bien représentées. Enfin, l'école Blattner à Mulhouse apparaît comme un cas particulier, avec très peu d'écart entre les trois groupes confessionnels : 49 catholiques, 49 protestantes et 47 juives fréquentent l'institution en 1896 ! Il est intéressant d'observer des évolutions au cours de la période du Reichsland. Ainsi, l'école supérieure de filles d'Altkirch, essentiellement protestante et juive jusqu'à la municipalisation, reçoit soudainement une nette majorité d'élèves catholiques. À l'école supérieure municipale de filles de Mulhouse, les protestantes, qui prédominent depuis la fondation de l'établissement, se font dépasser par les catholiques à la fin des années 1910 (idem à Sélestat, mais seulement en 1917). À l'inverse, à l'école supérieure municipale de filles de Colmar, les années 1900 voient le renforcement de la prédominance protestante. L'examen des chiffres de l'ensemble des établissements à l'échelle régionale montre le caractère essentiellement protestant des écoles supérieures de filles laïques. En 1897, elles accueillent 1 258 protestantes, 269 catholiques et 251 juives en Basse-Alsace et 753 protestantes, 430 catholiques et 222 juives en Haute-Alsace. Le plébiscite des catholiques pour l'enseignement confessionnel (qui accueille les trois quarts des élèves catholiques de Basse-Alsace !) explique en grande partie la faiblesse de la fréquentation catholique dans les écoles supérieures de filles laïques.

Vieilles-Allemandes ou Alsaciennes, catholiques ou protestantes, ce qui réunit ces jeunes filles est la relative aisance de leurs familles (voir les vêtements, fig. 9). Les écoles supérieures de filles sont les écoles de la bourgeoisie. C'est là que les futures épouses et mères des élites (masculines) régionales doivent acquérir les connaissances qui leur permettront de tenir leur rang. Il n'existe pas de programme unifié en Alsace-Lorraine avant 1915, mais les programmes des différents établissements se rejoignent de plus en plus à partir des années 1880. L'enseignement est essentiellement littéraire, fondé sur trois langues (allemand, français, anglais). On trouve naturellement l'histoire et la géographie, auxquelles on confère une fonction patriotique. Les mathématiques ne sont pas négligées, pas plus que les sciences naturelles ou la physique-chimie (fig. 10). L'apprentissage des travaux manuels, l'exercice du chant et du dessin et le développement



Fig. 9 : Une procession des élèves du pensionnat des sœurs de la Divine Providence de Ribeauvillé à Ribeauvillé, en 1900, vraisemblablement pour la Fête-Dieu (coll. R. Fuhrmann). Il s'agit d'une démonstration de force de l'établissement. Toutes les élèves sont vêtues d'une robe blanche – exigée pour le trousseau – et coiffées d'un chapeau blanc décoré d'une sorte de couronne de fleurs blanches. Des religieuses sont mêlées aux élèves.



Fig. 10 : un cours de physique à l'école supérieure municipale de filles de Colmar au début des années 1910 (AM Colmar, fonds iconographique, « Lycée Camille Sée », détail de la photographie). L'enseignant actionne une machine de Wimshurst, l'élève une machine de Winter.



Fig. 11 : cours de gymnastique à l'école supérieure municipale de filles de Colmar au début des années 1910 (AM Colmar, fonds iconographique, « Lycée C. Sée »). Il s'agit d'un exercice de maintien. L'exercice individuel apparaît aussi important que la discipline du groupe, disposé en rangées bien ordonnées.

harmonieux du corps grâce à la gymnastique (fig. 11), associés à une solide éducation religieuse, doivent achever de former des femmes accomplies.

Pour accéder à cette formation, il faut payer l'écolage, unique source de revenu pour les écoles privées non-subventionnées. Les niveaux de l'écolage connaissent des écarts importants suivant les établissements. En 1903, il évolue dans les écoles municipales de Strasbourg et Colmar entre 80 et 100 Mark/an ; dans celle de Mulhouse entre 70 et 110 ; chez les diaconesses à Strasbourg entre 60 et 140³⁶. Pour l'inscription dans les écoles normales supérieures attachées à ces établissements, il faut compter 120 Mark à Mulhouse et 150 dans les autres cas. Les écoles supérieures de filles des petites villes affichent des écolages beaucoup moins élevés (entre 36 et 60 Mark). C'est aussi le cas chez les sœurs de la Divine Providence à Mulhouse (entre 35 et 75 Mark). À l'inverse, on trouve dans cette même ville deux écoles supérieures de filles très onéreuses, l'école Blattner (entre 168 et 196 Mark) et surtout l'école Dollfus (entre 160 et 400 Mark).

Naturellement, les origines sociales des élèves varient en fonction de la hauteur de l'écolage, qui s'adapte aux conditions locales. Dans les petites villes, on trouve des filles de petits notables, de commerçants, d'artisans. À Mulhouse, la haute bourgeoisie choisit l'école Dollfus. L'école municipale accueille ici aussi les filles de la petite bourgeoisie et de la classe moyenne : en 1873, 28 % de pères artisans, 21 % de fonctionnaires de l'État ou municipaux, 21 % de commerçants et négociants, 13 % d'employés de commerce, 13 % de rentiers et autres, 4 % de chimistes, dessinateurs et mécaniciens. La période du Reichsland est bien celle d'une démocratisation de l'enseignement secondaire des filles en Alsace. Les bourses octroyées dans les écoles supérieures municipales de filles participent de ce mouvement.

Enfin, il convient d'évoquer la présence d'élèves inattendus dans les écoles supérieures de filles : les jeunes garçons ! On les trouve dans quelques établissements, afin qu'ils y acquièrent les bases du français avant d'entrer dans les petites classes du lycée. Pour les fils de la bourgeoisie de Mulhouse, c'est parfois l'apprentissage de l'allemand qui est recherché par ce biais : en 1909, Jean Brunshwig (7 ans) fréquente l'école Dollfus car il « ne maîtrise pas assez l'allemand pour pouvoir entrer en huitième au lycée »³⁷. Plusieurs fils de fabricants passent leurs premières années scolaires aux côtés de leurs sœurs dans cette institution élitiste.

36. ABR 34 AL 1273, le directeur de l'école supérieure municipale de filles de Mulhouse à l'*Oberschulrat*, 17.11.1903 (pièce jointe).

37. ABR 34 AL 1304, la directrice de l'école Dollfus à l'*Oberschulrat*, 17.07.1909.

L'enseignement secondaire des filles face aux débats nationaux et locaux

Émancipation féminine et enseignement secondaire

Dans le sens inverse, on trouve des filles autorisées à s'inscrire dans les écoles supérieures de garçons à partir de l'automne 1906³⁸, comme dans le grand-duché de Bade. Elles sont 104 en Alsace-Lorraine en 1908 et déjà 172 trois ans plus tard, dont 129 pour la seule Alsace³⁹! Elles fréquentent essentiellement les lycées (Altkirch, Colmar, Guebwiller, Mulhouse, Strasbourg, Wissembourg, Saverne). Il s'agit pour ces jeunes filles de préparer le baccalauréat, un objectif étranger aux écoles supérieures de filles. Encore faut-il que l'accès à l'université soit autorisé! L'université de Strasbourg décide en 1899 de s'ouvrir aux auditrices libres... suite à une demande adressée par les deux dirigeantes du *Verein Elsaß-Lothringer Lehrerinnen*, dont l'une est M^{lle} Lindner, figure tutélaire de l'école supérieure de filles du même nom à Strasbourg⁴⁰. En 1909, au terme de plusieurs années de revendications, les femmes obtiennent le droit de s'inscrire comme étudiantes à part entière à l'Université de Strasbourg.

Mais comment faire avant 1906 pour obtenir le baccalauréat? En 1903, le *Verein für Frauenbildung in Elsaß-Lothringen* propose une réponse. L'association strasbourgeoise organise des cours de lycée pour les filles (*Mädchen-Realgymnasialkurse*), sur un modèle inauguré à Karlsruhe et répandu depuis dans toute l'Allemagne. Le comité directeur de l'association, présidé par M^{me} Curtius⁴¹, confie l'organisation de l'enseignement à un directeur d'*Oberrealschule* en retraite. En 1905, seize jeunes filles se répartissent en deux classes⁴². Les premières élèves doivent passer le baccalauréat en 1907. Les hautes autorités scolaires regardent l'entreprise avec circonspection. Elles se méfient d'« une sorte de compétition à l'éducation »⁴³. Le Statthalter von Hohenlohe-Langenburg (1832-1913) accorde quand même une subvention dès 1904⁴⁴. L'autorisation donnée aux filles deux ans plus tard de fréquenter les écoles supérieures de garçons

38. LUTHMER Hans, *op. cit.*, p. 176.

39. *Statistisches Jahrbuch für Elsaß-Lothringen*, 1912, p. 235. Les protestantes sont les plus nombreuses.

40. ABR 103 AL 146, M^{lles} Lindner et Rommel au recteur et au sénat de l'université de Strasbourg, 15.06.1899.

41. L'épouse de Friedrich Curtius (1851-1933), haut fonctionnaire prussien, nommé en 1903 président du consistoire supérieur et du directoire de l'Église de la confession d'Augsbourg d'Alsace-Lorraine.

42. *Jahresbericht* de l'année scolaire 1905/06.

43. ABR 27 AL 761, l'*Oberschulrat* à un conseiller intime, 20.10.1904.

44. ABR 27 AL 761, M^{me} Curtius au Statthalter, 30.11.1904.

vide l'entreprise de son sens et les élèves prises en charge par l'association gagnent le lycée⁴⁵.

Les écoles supérieures de filles ne peuvent pas ignorer longtemps cette aspiration grandissante à gagner les bancs de l'université. En 1909, un an après sa grande réforme de l'enseignement secondaire féminin, la Prusse permet aux enseignantes des écoles supérieures de filles, désormais *Mädchenlyzeen*, d'accéder aux études supérieures. L'Alsace-Lorraine suit le mouvement en 1910 : après l'obtention de son diplôme et deux années d'activité dans une école supérieure de filles, une enseignante peut s'inscrire à l'université⁴⁶.

L'émancipation féminine ne passe pas seulement par l'accès à l'enseignement supérieur. Elle se joue également sur le terrain des conditions de travail. L'*Elsaß-lothringische Zweigverein für das höhere Mädchenschulwesen* agit en ce sens (niveau de salaires, matériel d'enseignement, formation continue). D'autres associations mobilisent également : *Allgemeiner deutscher Lehrerinnenverein*, *Elsaß-lothringischer Frauenverband*⁴⁷... Plusieurs enseignantes des écoles supérieures de filles adhèrent également à l'*Elsaß-Lothringer Lehrerinnenheim*. L'association est fondée en 1891 dans le but de créer à Strasbourg un foyer destiné à l'accueil et à l'assistance des enseignantes actives ou diplômées dans le Reichsland⁴⁸.

L'émancipation féminine demeure cependant limitée à l'époque du Reichsland, même dans les écoles supérieures de filles. Celles-ci offrent certes aux enseignantes une voie d'accomplissement professionnel, mais avec des salaires inférieurs à ceux de leurs collègues masculins et avec l'interdiction de poursuivre leur activité en cas de mariage. Elles permettent aux élèves de devenir enseignantes (via les écoles normales supérieures), et même d'accéder par ce biais à l'université à partir de 1910, mais la société leur assigne le rôle de façonner de bonnes mères de familles. Les établissements se conforment à cette demande. En 1912, le directeur de l'école supérieure municipale de filles de Mulhouse développe les thèmes du féminisme bourgeois dans son discours d'inauguration du nouveau bâtiment⁴⁹. Il insiste sur la préparation des jeunes filles à la « véritable liberté », fondée sur le « sens de la communauté » dans le cadre des « communautés de vie morale » (famille, commune, État, Église).

45. Voir en complément VLOSSAK Elizabeth, *Marianne or Germania? Nationalizing Women in Alsace, 1870-1946*, Oxford, New York, 2010, p. 62-63.

46. LUTHMER Hans, *op. cit.*, p. 176.

47. Sur les associations féminines en Alsace, voir VLOSSAK Elizabeth, *op. cit.*, p. 91-133.

48. La première présidente de l'association est M^{me} Burguburu, la mère de Pierre Burguburu (1869-1933), figure importante du parti catholique alsacien dans les années 1900 et 1910.

49. *Jahresbericht* de l'année scolaire 1911/12.

Quelques voix s'élèvent toutefois pour défendre les écoles supérieures de filles comme un moyen d'insertion professionnelle, à l'instar du directeur de l'école supérieure de filles laïque de Ribeauvillé en 1908⁵⁰ : « Le fait qu'au moins un tiers de l'ensemble des filles de notre patrie ne se dirige pas vers le métier naturel de femme au foyer et de mère a donné naissance au grand mouvement féministe de notre époque. Le féminisme sain [...] entend procurer une vie accomplie à toutes les filles qui, pour une raison ou une autre, ne viennent pas au métier de femme au foyer. En effet, une vie sans un travail contribuant au bien de toute l'humanité n'apporte que langueur et dépérissement du corps et de l'âme ».

Les écoles supérieures de filles et la question alsacienne

L'enjeu n'est pas seulement social mais également national. Dans une province annexée contre la volonté de ses habitants, le nouveau pouvoir doit impérativement contrôler la formation des nouvelles générations. L'enseignement secondaire des filles ne peut pas faire exception. En 1874, l'inspecteur scolaire du cercle de Saverne souligne son importance dans le projet d'intégration de l'Alsace à l'empire : « Il est extrêmement important que les futures femmes des milieux instruits, qui, comme on sait, dirigent les hommes en politique de bien des manières, bénéficient d'une instruction et d'une éducation reposant sur des principes allemands »⁵¹ ! Dès 1872, le président supérieur von Möller veut des écoles supérieures de filles alsaciennes qui soient les vecteurs du patriotisme allemand, à l'instar des écoles supérieures de filles du reste de l'empire⁵². Cela passe naturellement par l'enseignement de l'allemand, mais aussi de l'histoire et de la géographie. Les écoles supérieures de filles s'équipent en cartes de l'empire... et en portraits de l'empereur ! En 1873, le président de Haute-Alsace en offre un à la directrice de l'école supérieure de filles de Thann.

Nous connaissons déjà la situation délicate de cet établissement, confronté à un boycott de la bourgeoisie autochtone⁵³. Une hostilité similaire entoure la fondation de l'école supérieure de filles d'Altkirch, pourtant près de vingt ans après l'annexion. Le clergé catholique manque de peu de faire échouer sa municipalisation. Les tensions s'atténuent mais ne disparaissent pas pour autant. En 1908, le directeur de l'établissement considère l'encadrement extrascolaire des jeunes filles par le *Vaterländische*

50. AM Ribeauvillé 10/O/3, M. Tschæche au conseil municipal de Ribeauvillé, juin 1908.

51. ABR 34 AL 1318, l'inspecteur scolaire du cercle de Saverne au directeur du cercle, 26.10.1874.

52. PUST Hans-Christian, „*Vaterländische Erziehung*“ für „*Höhere Mädchen*“. *Soziale Herkunft und politische Erziehung von Schülerinnen an höheren Mädchenschulen in Schleswig-Holstein, 1861-1918*, Osnabrück, 2004.

53. Voir « Les élèves ».

Frauenverein comme très approprié pour « dépasser les différences de milieu social, d'origine nationale et de confession »⁵⁴.

D'une manière générale, le clergé catholique est un farouche opposant aux écoles supérieures de filles laïques. Il faut dire que le Kulturkampf marque de son empreinte les premières années de l'annexion. Les autorités se méfient particulièrement des écoles supérieures de filles catholiques. Jusqu'à la fin de la période du Reichsland, les journaux nationalistes dénoncent les écoles supérieures de filles alsaciennes comme des foyers de subversion patriotique, et les pensionnats de religieuses ne sont pas les seuls établissements visés. Les rapports des autorités ou des dénonciateurs anonymes s'inquiètent des sympathies françaises de certaines directrices. Le maintien du français comme langue de communication dans quelques (rares) institutions paraît suspect. Le Bon Pasteur fait partie de ces établissements. Dirigé de 1871 à 1906 par une Strasbourgeoise parlant à peine l'allemand⁵⁵, il est désigné par son nom français jusqu'à la Première Guerre mondiale ! La relative tolérance des autorités scolaires du Reichsland sera sévèrement critiquée dans l'Allemagne d'après 1918⁵⁶. En réalité, ce sont bien souvent les parents vieux-allemands qui insistent pour qu'un soin particulier soit porté à l'apprentissage du français. Le professeur Knapp (1842-1926), de l'Université de Strasbourg, envoie sa fille Elly (1881-1952) à l'école supérieure de filles Lindner, où les langues sont particulièrement soignées. Par la suite, Elly Knapp doit lutter pour participer à un cours de vacances pour étrangers à l'université de Grenoble, car on refuse de la reconnaître comme étrangère en raison de sa bonne prononciation⁵⁷.

Conclusion

L'entretien de la langue française dans les écoles supérieures de filles n'empêche pas les élèves de faire bonne figure au cours de la Première Guerre mondiale. Même la congrégation des sœurs de la Divine Providence, qui se verra décerner après 1918 un brevet de fidélité à la France, participe à la mobilisation des esprits. Les élèves du pensionnat de Ribeauvillé sont ainsi emmenées en promenade pour exprimer publiquement leur foi en la victoire

54. ABR 34 AL 1285, M. Seelisch à l'*Oberschulrat*, 07.10.1908.

55. WOYTT Gustave, « Kultur- und Sprachpolitik in Elsaß-Lothringen während der Reichslandzeit (1871-1918). Dokumente und Erinnerungen », *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*, 1991, p. 389-402, p. 393.

56. BERGER Martin, *Die Ursachen des Zusammenbruches des Deutschtums in Elsaß-Lothringen*, Fribourg, 1919.

57. WOYTT Gustave, *op. cit.*, p. 393. En 1908, Elly Knapp épouse à Strasbourg Théodore Heuss (1884-1963), qui sera le premier président de la République fédérale d'Allemagne.

allemande par des « chants patriotiques »⁵⁸. Plusieurs écoles supérieures de filles sont affaiblies par le conflit. Faute de pouvoir se conformer aux exigences du décret de 1915, elles tombent alors dans la nouvelle catégorie des *gehobene Mädchenschulen*. Dans certaines localités, la guerre entraîne même leur fermeture. Au retour de l'Alsace à la France, la plupart des anciennes écoles supérieures municipales de filles sont destinées à devenir des écoles primaires supérieures. Les écoles supérieures municipales de filles de Strasbourg, Colmar et Mulhouse deviennent des lycées de jeunes filles, celles de Haguenau et Saverne des collèges de jeunes filles. Les élèves sont désormais préparées au baccalauréat. D'autres modifications interviennent, notamment l'introduction des études surveillées. De leur côté, les institutions privées « continuent à fonctionner comme par le passé »⁵⁹. De l'œuvre des Allemands pour l'enseignement secondaire des filles en Alsace, on ne veut retenir alors que l'héritage architectural laissé dans les grandes villes. On dénigre le caractère hybride d'« un enseignement qui tenait à la fois de l'enseignement primaire supérieur et de l'enseignement secondaire »⁶⁰. N'expliquait-on pas aux Alsaciens à l'époque du Reichsland que l'éducation des filles de la bourgeoisie était catastrophique avant 1871 ? Il n'en reste pas moins que la France trouve dans l'Alsace reconquise un véritable système d'enseignement secondaire, qui avait certes ses défauts, mais qui a su gagner l'adhésion des populations jusque dans les petites villes de la province.

58. ABR 105 AL 2547, la directrice du pensionnat de Ribeauvillé à l'*Oberschulrat*, 26.08.1915.

59. DELAHACHE Georges, *Les débuts de l'administration française en Alsace et en Lorraine*, Paris, 1921, p. 131-134.

60. ABR W 1045/63, discours du recteur Pfister au lycée de jeunes filles de Strasbourg, 11.07.1931. Je remercie Monsieur le Professeur Igersheim d'avoir porté cette source à ma connaissance.

Résumé

L'essor de l'enseignement secondaire des filles en Alsace (1871-1918)

En Alsace, l'enseignement secondaire des filles est un article d'importation allemand! Au lendemain de l'annexion, la nouvelle administration comprend que l'intégration du pays à l'empire allemand doit passer par les femmes de la bourgeoisie. Elle intervient pour mettre en place des écoles supérieures de filles (*höhere Mädchenschulen*) sur le modèle allemand, en subventionnant nombre d'établissements laïques et en surveillant l'ensemble des établissements. Cependant, le cadre institutionnel reste relativement flou jusqu'en 1915. Le corps enseignant est hétérogène, tant sur le plan des origines nationales, confessionnelles et sociales que sur celui des conditions de vie et de travail. Les écoles supérieures de filles réunissent les filles de la bourgeoisie vieille-allemande comme alsacienne. Temples du féminisme bourgeois, elles ont du mal à s'adapter aux mutations de la société. Le bilan semble plus positif sur le plan national. En effet, il apparaît que les écoles supérieures de filles ont dépassé les tensions du début de la période du Reichsland et constituent un vecteur d'intégration à l'Allemagne.

Zusammenfassung

Etablierung des Höhere Mädchenschulwesens in Elsass (1871-1914)

Das höhere Mädchenschulwesen ist im Elsass ein deutscher Importartikel! Die neue Verwaltung versteht nach der Annexion, dass der Zusammenschluss des Landes mit dem deutschen Reich durch die Frauen des Bürgertums gehen muss. Sie wirkt um höhere Mädchenschulen im deutschen Sinn zu schaffen, indem sie manche nichtkonfessionelle Anstalten subventioniert und alle Anstalten beaufsichtigt. Der institutionelle Rahmen bleibt jedoch ziemlich unklar bis 1915. Der Lehrerstand ist verschiedenartig, sowie auf den nationalen, konfessionellen und sozialen Standpunkten als auf den Lebens- und Arbeitsbedingungen. Die höheren Mädchenschulen fassen die Töchter der altdeutschen sowie der elsässischen Bürgertum zusammen. Als Tempeln des bürgerlichen Feminismus, haben sie Schwierigkeiten in die Verwandlungen der Gesellschaft sich einzufügen. Die Bilanz scheint positiver auf der nationalen Ebene. Es scheint nämlich, dass die höhere Mädchenschulen die Gespanntheit des Anfangs der Reichslandzeit überwunden haben und ein Vektor des Zusammenschlusses mit Deutschland bilden.

Summary

The rise of secondary teaching in girl schools in Alsace (1871-1918)

In Alsace, girls' secondary education is a German imported article! After the annexation, the new administration understands that the integration of the country into the German empire has to go through the women. It intervenes to set up *höhere Mädchenschulen* in accordance with the German model, subsidizing a lot of non-religious schools and watching on whole schools. However, the institutional environment is still relatively blurred until 1915. **The teaching profession is heterogeneous**, regarding as the national, religious and social origins as the conditions of life and work. The *höhere Mädchenschulen* gather the German immigrated bourgeoisie's daughters and the Alsatian bourgeoisie's daughters. Temples of the bourgeois feminism, they work hard to adapt themselves to the transformations of the society. **The results are more positive concerning the national integration.** It appears in fact that the *höhere Mädchenschulen* overcame the tensions of the beginning of the *Reichsland's* period and build up a vector of the integration into Germany.